



## Atelier 1 – Accès au financement pour le climat en Afrique

### *Sommet Climate Chance – Afrique 2019*

- L'année passée à Abidjan, s'était dressé le constat de ce qui avait besoin d'être fait. Dans le cadre de ce workshop, il s'agissait d'être plus opérationnel.
- **Objectif :** trouver des idées sur la façon dont nous pouvons avancer collectivement, faire remonter les bonnes pratiques que nous pourrions mettre en place de façon collective.

#### **1. Meghan de ICLEI Africa**

Une des façons de bénéficier de financements est de lancer des programmes sur la plateforme TAP qui permet aux villes de soumettre leurs appels à projets en ligne. à Opportunité ici pour se placer sur le marché africain pour les entreprises.

Sur le continent africain il est essentiel de trouver des moyens d'obtenir des financements qui s'adaptent aux réalités locales. Il ne faut pas seulement attendre les financements extérieurs mais trouver des solutions d'autofinancements ET des moyens pour que les acteurs gèrent eux-mêmes leurs fonds.

Il faut aller au-delà des donneurs. En Afrique du Sud par exemple, une ville a reçu un financement afin de mettre en place une formation de gestion des cultures d'arbres fruitiers, ce qui assurera aux populations des ressources financières.

Pour trouver des financements, il faut comprendre le contexte propre à chaque ville/pays, d'où l'importance de l'implication des autorités locales : « *Nous pouvons réussir à trouver des financements si nous comprenons quelles sont les priorités de chaque ville/chaque pays* ».

#### **2. Angela Y. Kwashie de l'UNCDF**

Il faut mettre en place des mécanismes de financement à l'échelle locale. Plus de 100 autorités locales déjà concernées. Mais le changement climatique n'est pas compris par tous et il faut l'expliquer aux niveaux locaux / régionaux / nationaux. « *Notre objectif est de faire en sorte que les gvts locaux soient interdépendants* », ce qui demande du temps.

#### **3. M. Akobhi pour le Groupement intercommunal des Collines (Bénin)**



Le Groupement intercommunal des collines rassemble 6 communes rurales béninoises du centre du pays représentant 800 000 habitants.

Difficultés d'accès aux financements internationaux pour des villes secondaires ou semi-rurales : « *C'est la campagne qui nourrit la ville or c'est la ville qui touche des financements pour le développement* ». Pourtant, le GIC aurait besoin de financements puisqu'étant à cheval sur plusieurs zones climatiques, ces communes subissent de plein fouet les effets du changement climatique.

#### **4. Acteurs Privés SEED**

SEED est une initiative mondiale qui permet de travailler avec des entreprises qui se focalisent sur l'environnement. L'objectif est de soutenir ces entreprises, la plupart du temps des PME : « *Nous croyons que les PME sont au centre de l'économie* », en les aidant à trouver des financements.

Les PME ont des difficultés d'accès aux financements, notamment pour mener leurs opérations. Ces dernières années SEED a essayé de rassembler au Ghana les institutions financières afin de permettre aux PME d'accéder à des financements.

**Question de la modératrice : Y a-t-il de l'appétence / de l'envie de la part des banques privées pour financer ce type d'actions ?** Plusieurs entreprises et PME travaillant dans le secteur du développement durable ont des innovations qui n'ont pas encore fait leurs preuves. Or, les banques cherchent des solutions qui ont déjà fait leurs preuves. Ces dernières ne sont pas vraiment enclines à investir dans ce domaine, à cause du manque de rentabilité notamment.

#### **5. Faustina Boakye de WGC / WECF**

Cette ONG aide les femmes dans les espaces ruraux à obtenir des financements : « *Nous faisons le plaidoyer devant les bailleurs de fonds/investisseurs qui permettront aux femmes d'accéder aux financements dont elles ont besoin pour leurs projets* ».

« *Les projets des femmes sont toujours considérés comme étant négligeables et il est important de leur accorder la place qu'elles méritent* ». Les femmes sont limitées parce qu'elles ne peuvent pas mettre en place leurs projets car elles manquent de financements.

Il est important que des budgets soient alloués aux femmes pour leurs projets et notamment dans le domaine du développement durable car dans ce domaine, « *Ce n'est pas une question de femmes. C'est une question qui touche les femmes, les hommes, les jeunes* ».

« *Nous ne demandons pas 1.000.000 de dollars. 1.000 dollars nous suffisent pour financer nos projets* » : même les petites sommes sont importantes et font la différence une fois sur le terrain.

#### **6. Titilope Aleosa - GCF Africa Gender monitors**

Création du fond vert (*Green climate fund gender*) afin de permettre aux femmes d'accéder aux financements pour des projets verts. Concrètement, les réseaux travaillent avec des groupes locaux de femmes dans leurs régions respectives pour suivre les processus, les projets et les activités du cadre de coopération mondiale au nom des femmes et de l'égalité des sexes. L'objectif est de garantir la responsabilisation, l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes.

#### **7. Questions du public**

Passe beaucoup de temps sur les exigences et les conditions pour accéder au financement et finalement moins de temps sur la réalisation elle-même. Par ailleurs, le financement n'est pas tout, il faut ensuite sensibiliser la population et leur apprendre à utiliser le nouveau matériel.



1<sup>ère</sup> personne : au Bénin, constatation qu'il serait utile que les élus locaux aient des partenariats institutionnalisés avec les associations de la société civile. Par ailleurs, les financements existent MAIS les collectivités n'y ont pas forcément accès.

2<sup>ème</sup> personne : il serait intéressant de trouver une forme de financement sous forme d'alliance ou de coalition en Afrique. En ayant ce type d'alliances, il permettra à tout un chacun de jouer un rôle (y compris les femmes). Importance de la sensibilisation de la société au changement climatique. Nécessité d'échanger les bonnes pratiques et les adopter à son pays pour voir si cela peut fonctionner.

## 8. Conclusions

1. Il faut que les ONG travaillent avec les Collectivités territoriales (plaidoyer +++) afin que leurs projets respectifs coïncident.
2. Besoin d'aide en terme administratif / logistique pour aider les collectivités territoriales à élaborer des projets financièrement viables.
3. Finaliser la cartographie des acteurs du financement afin de savoir plus simplement à qui s'adresser pour obtenir des sous. Cartographie commencée / en cours ?
4. On parle de niveaux de financements très différents : de la communauté de femmes jusqu'à des projets de villes relativement grosses. Il y a peut-être déjà un enjeu à créer deux ou plusieurs groupes, l'un qui donne + de pouvoir aux acteurs locaux, et l'autre qui s'intéresse aux projets + gros.
5. Il y a encore un besoin de partage d'information. Nécessité des participants d'avoir une vision claire des différentes sources de financements, ce qui n'est pas toujours le cas aujourd'hui. La coalition pourrait permettre de « prémâcher » l'information, afin que les acteurs puissent s'en servir.
6. Il y a par ailleurs un besoin de faire du plaidoyer sur les outils de financement en fonction des besoins des acteurs : les acteurs ne veulent pas forcément de grandes sommes, or aujourd'hui, la tendance des investisseurs est plutôt tournée vers les grosses sommes.

